

*L'Adresse—M. G. Caouette*

non, si on a des problèmes de chômage, cela dépend des chômeurs.

Si on a un problème d'inflation, cela ne dépend pas de nous ou de l'administration du gouvernement actuel, non, cela dépend des autres pays. Cela dépend de l'importation, cela dépend des autres pays, des États-Unis, de la France, d'un peu partout. On oublie d'administrer pour le mieux-être de notre population au Canada, mais on met le blâme sur le reste, sur des raisons extérieures. La même chose dans la discussion du problème de l'unité canadienne. Non, ce n'est pas la faute encore une fois du gouvernement présent s'il y a des problèmes. Ce n'est pas la faute de l'économie s'il y a des problèmes, c'est de la faute du Parti québécois dans la province de Québec. S'il y a des chômeurs à Montréal, si Montréal est dans une crise économique, cela ne dépend pas de l'économie canadienne, non, cela dépend de l'élection du Parti québécois au gouvernement provincial. Comme si on allait dire que si la ville de New York est en train de tomber en faillite, cela dépendrait des Noirs du bas des États-Unis. Un jeu de sentiment pour détourner la question fondamentale et primordiale qui est le problème économique, des solutions ou des théories nouvelles à apporter à l'économie. Si les Québécois ne sont pas satisfaits de la Confédération, ne sont pas satisfaits des retours qu'ils ont eus du gouvernement fédéral, ce n'est pas parce que le gouvernement fédéral parlait anglais ou français, c'est parce que économiquement ils ne se sentent pas le droit de vivre honorablement dans leur pays, comme d'autres personnes à travers le pays.

Et lorsque je voyage, aussi bien en Colombie-Britannique que dans les Maritimes, et que je rencontre quelqu'un qui est pauvre, parce qu'il y en a, dans chacune des provinces, il y en a, dans certaines provinces on parle anglais, dans le Québec ceux qui sont pauvres parlent français. Alors le problème n'est pas au niveau des langues, à ce niveau-là, le problème est économique. Le problème est le suivant: des gens ne peuvent pas vivre chez eux comme ils le pourraient. Le très honorable premier ministre a mentionné que: Ah oui, les affaires vont bien. Tout a doublé depuis 1945.

On a doublé notre production au Canada, on a doublé ici et on a doublé là. Par contre, il oublie de mentionner qu'a aussi doublé, quadruplé le coût de la vie, depuis 1945. Or, les gens, on améliore nos affaires! Ah oui, la technologie est là, le génie des individus est là pour créer l'automatisation, faciliter le travail des gens, mais pour cela, par le système économique que le très honorable premier ministre ne veut absolument pas changer, eh bien, on force les gens à souffrir par le génie, parce que le génie de l'homme a été capable de créer quelque chose pour leur aider.

Si aujourd'hui la technique a été capable d'augmenter notre production, la technique a été capable de mieux produire de meilleurs biens, on pénalise la population en lui enlevant son droit au travail, en lui enlevant les possibilités d'acheter ce que la machine a produit. Ici on appelle cela améliorer la situation. On peut jouer là-dessus, mais on voit que dans l'ensemble du discours du trône le gouvernement présentement cherche par tous les moyens à mettre le blâme sur le dos des autres et à se refuser à prendre ses propres responsabilités. C'est très fort quand on voit dans une phrase du discours du trône: Le chômage constitue actuellement à l'échelle nationale un obstacle très sérieux à la croissance économique.

[M. Caouette (Témiscamingue).]

Il est rendu que si la croissance ne fonctionne pas comme on voudrait ou assez vite, cela dépend du chômage. Le chômage est une conséquence justement de la mauvaise administration et du manque de croissance économique, non pas le manque de croissance économique une conséquence du chômage. On commence par créer ce problème-là. On part du siècle des loisirs, mais on refuse de voir des techniques nouvelles pour donner à la population le pouvoir d'achat, pour acheter la production qui a été créée par la machine. Des esclaves, il y en a de moins en moins, mais on parle encore, on essaie, on dit: Il y a trop de chômage, puis par contre, bien on investit dans l'automatisation pour indirectement créer des chômeurs, mais on ne trouve pas le moyen que si on leur donne plus de temps de loisirs, qu'on les appelle chômeurs ou autrement, on ne veut pas trouver le moyen de leur donner le pouvoir d'achat pour acheter de la production qui a été faite par la machine.

C'est justement là un des problèmes de base. Lorsque le gouvernement dit: Bien oui, mais on ne peut pas fonctionner autrement qu'en empruntant pour financer notre développement. Puis au fur et à mesure qu'on emprunte, on ne met pas les financiers au chômage, non. Quand est-ce que le gouvernement a parlé de cela? Jamais. Le gouvernement est prêt à continuer cela, aucune limite, pour emprunter de l'argent, puis au taux d'intérêt, pour mettre le pays dans le trou, emprunter davantage pour payer notre propre développement, aller emprunter l'argent aux États-Unis ou ailleurs à travers le monde, cela on est capable de le faire. On ne met pas de restrictions là-dessus, on va même plus loin. Dans le discours du trône, on va même jusqu'à dire que là, à partir d'aujourd'hui, il faut aider notre secteur privé pour qu'il puisse entreprendre dans d'autres pays des projets mettant en jeu de grosses mises de fonds. Cela va sauver quoi?

Cela va solutionner quoi comme problème au chômage, comme problème économique dans le Canada, aussi bien dans le Québec que dans les autres provinces? Absolument rien. On en est rendu qu'on veut pousser nos compagnies à aller investir de l'argent ailleurs, comme la *Noranda Mines* est en train de faire, fermer la production qu'on a dans le Nord-Ouest québécois, et après avoir fait de l'argent avec le Nord-Ouest québécois, aller dépenser cet argent-là ou aller investir cet argent-là au Brésil, à 325 millions du coup. C'est nous qui payons cela indirectement.

Quand on en arrive, par exemple, à vouloir changer ce système-là, on crée l'inflation. Cela fait 35 ans que les créditistes disent au gouvernement que le système économique actuel crée l'inflation et en créant l'inflation crée en même temps le chômage. De plus en plus, les prix augmentent, les gens réclament plus de salaire.

Si on leur octroie les salaires, on est obligé d'augmenter les prix, et finalement au milieu de tout cela, on embarque une machine qui va produire deux fois plus qu'une dizaine d'employés et on met les employés dehors, et à partir de là ils n'ont plus de travail, donc ils n'ont plus le droit de vivre.

On a suggéré le plein emploi à un moment donné. C'est là qu'on a justement un choix à faire. Est-ce qu'on veut avoir le plein emploi ou bien est-ce qu'on veut avoir un système qui respecte l'individu? Si le gouvernement cherche à solutionner le problème du chômage, c'est facile. Demain matin, on n'a qu'à employer les chômeurs à creuser des trous et à changer les montagnes de place, et s'il y a trop d'équipement, on peut